



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITÉ ROUGE  
2F B.P. 365  
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5<sup>e</sup> ANNEE N° 191  
Du 7 au 20 JUIN 1973

## LE POUVOIR A PEUR DE LA JEUNESSE



Royer, ministre du Commerce et de l'Artisanat, champion de l'« ordre moral », a beaucoup fait parler de lui ces derniers temps.

Devant les patrons des chambres de commerce, il a exprimé sa volonté de « tout faire pour orienter le jeune très tôt vers son futur métier » et a regretté « que le caractère systématique de la scolarité obligatoire à 16 ans retarde trop souvent l'accès à l'apprentissage ». Royer et le gouvernement voudraient qu'à l'âge de 14 ans le jeune puisse rentrer comme apprenti chez un patron. Aussitôt, les fascistes ont applaudi et ont lancé des bravos.

La chambre de commerce de Strasbourg a demandé que l'âge de la scolarité obligatoire soit ramené à 14 ans.

Que ce soit Royer qui ait pris l'initiative de ce projet doit nous faire réfléchir et nous en montre un des aspects.

La réaction voudrait que les patrons puissent soumettre à leur loi les apprentis le plus tôt possible. A 16 ans, on n'accepte pas n'importe quoi, on se révolte, on n'admet pas l'exploitation. A 14 ans, les patrons pourraient plus facilement façonner les esprits, leur imposer « l'ordre moral » et patronal si chers à Royer. Plus on est jeune, plus on est maniable ; c'est du moins ainsi que raisonnent ces messieurs.

La chambre de commerce de Strasbourg en connaît un rayon à ce sujet. Dans le département, les « apprentis » sont soumis à certains devoirs

envers le patron. Ils lui doivent l'obéissance, le respect. Celui qui ne s'y plie pas est renvoyé, et dans certains cas, les parents sont mis à l'amende.

Royer et ces messieurs se sont compris. Le projet de loi est fascinant. Il vise à assurer l'embrigadement idéologique des jeunes apprentis, à préparer une main-d'œuvre soumise.

Il va dans le même sens que la fameuse loi Debré qui, en supprimant les sursis, vise à donner à l'armée « une cire molle et malléable » comme a pu le dire un général. Là aussi, en envoyant les jeunes plus tôt à l'armée, la réaction compte pouvoir leur inculquer plus aisément le respect de l'ordre bourgeois.

Embrigader la jeunesse, tel est l'objectif dans l'un et l'autre cas.

La bourgeoisie a peur de la jeunesse. Ce sont les jeunes qui souvent sont à la pointe de la lutte dans les entreprises. Les jeunes sont au cœur des luttes populaires. Dans leur masse, ils ne veulent plus de ce régime dont ils peuvent voir déjà les méfaits.

Ils n'acceptent pas la morale hypocrite de la bourgeoisie, ses valeurs mensongères qui recourent des crimes.

Les jeunes aspirent à une autre vie, à une autre société.

Par tous les moyens, la réaction cherche et cherchera à leur inculquer son ordre et sa morale.

Elle voudrait faire marcher l'histoire à reculons, comme toute classe qui va vers sa fin.

### DANS CE NUMÉRO...

Les militants du groupe  
"le travailleur" de la région Ouest  
rejoignent l'Humanité Rouge  
page 2

LE BOURGET :  
les assassins  
page 2



UNE ENQUÊTE  
SUR LES FEMMES TRAVAILLEUSES  
pages 6 et 7



SIONISME ET ANTISEMITISME  
page 8

La nécessité  
du Parti marxiste-léniniste

DANS LE FEU DE LA LUTTE

page 11

L'AFRIQUE  
EN MARCHÉ

page 12



# LES MILITANTS DU GROUPE "LE TRAVAILLEUR" DE LA RÉGION OUEST REJOignent L'HUMANITÉ-ROUGE

*Nous nous réjouissons d'annoncer à nos lecteurs que nombre de militants marxistes-léninistes de l'Ouest, qui avaient été entraînés par un groupe anti-marxiste et anti-léniniste à cesser la diffusion de l'« Humanité-Rouge » lors de l'opération politique montée contre nous en 1970, ont décidé de reprendre la diffusion de notre journal : ils s'en expliquent dans un important article publié dans « Le Travailleur de l'Ouest » sous le titre « les groupes communistes marxistes-léninistes de Rennes se rallient à l'« Humanité-Rouge », dont nous passons ici d'importants extraits.*

*Nous espérons publier prochainement des témoignages vivants de l'expérience de ces camarades.*

Les groupes communistes marxistes-léninistes de Rennes et les autres groupes « Le Travailleur » de toute la région Ouest ont pris à l'unanimité la décision de rejoindre les rangs de l'Humanité-Rouge.

Cette décision n'a pas été prise à la légère. Elle est l'aboutissement d'une longue lutte dans nos propres rangs, entre les positions réellement communistes et les positions opportunistes et liquidatrices, semeuses de division et de confusion.

*Cette décision se fonde sur de sérieuses raisons. La première, c'est que nous avons pu prendre profondément conscience, à travers notre propre expérience, que la scission de 1970 était une grave faute, un dur coup porté à la cause du marxisme-léninisme, à la cause de la classe ouvrière.*

*La seconde raison, c'est que, tandis que l'aventure scissionniste faisait faillite et était démasquée au feu de la lutte, l'Humanité-Rouge au contraire s'affirmait dans la pratique, avec toujours plus de force, comme l'avant-garde unique et légitime de la classe ouvrière de France, et cela malgré les difficultés de toutes sortes, malgré les scissions elles-mêmes avec tout ce qu'elles entraînent de confusion, de division, de brèches propices aux attaques de l'ennemi.*

Rappelons d'abord que l'Humanité-Rouge est l'héritière de la lutte engagée dans le début des années 60 contre la trahison des révisionnistes modernes et pour la reconstruction d'une authentique avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Cette lutte, menée au cœur du mouvement ouvrier, au sein du mouvement communiste international, en étroite liaison avec le combat engagé par le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie, constitue un héritage précieux, un capital politique incomparable. Il ne faut pas l'oublier : c'est aux camarades qui ont jeté les bases de l'Humanité-Rouge que revient l'immense mérite historique d'avoir, les premiers en France, dénoncé la trahison du P.«C.»U.S. et du P.«C.»F., rappelé les principes fondamentaux de la révolution, pris la défense de la Chine rouge et de Staline attaqués par le front commun de la bourgeoisie et de ses complices révisionnistes et trotskystes. C'est à ces camarades également que revient l'immense mérite d'avoir pris la décision de forger une nouvelle organisation révolutionnaire, de passer d'une lutte de principe pour défendre et propager les principes marxistes-léninistes à la lutte politique réelle pour les appliquer concrètement sur le terrain.

Par la suite, ce noyau militant a toujours fermement défendu les principes marxistes-léninistes, concernant la nécessité d'un parti d'avant-garde de type bolchevik, le rôle dirigeant de la classe ouvrière, la nécessité d'éduquer, d'unir et d'organiser les masses en vue de la révolution, de la destruction de l'Etat bourgeois, de l'instauration du socialisme et de la dictature du prolétariat, la nécessité de distinguer clairement les amis et les ennemis, et de souder sous une direction

prolétarienne un large front des masses laborieuses aspirant à un changement de régime.

Cependant, l'Humanité-Rouge n'est pas seulement cette héritière de la lutte pour tracer la démarcation entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme au sein du mouvement communiste international, ou encore cette gardienne des principes révolutionnaires, des enseignements fondamentaux de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung. C'est aussi et surtout l'organisation qui, concrètement, a appliqué ces principes, les a fait passer dans la réalité, les a transformés en force réelle.

En fait, aujourd'hui plus que jamais, au lendemain d'une aventure scissionniste dont nous avons pu expérimenter le caractère profondément erroné, nous avons la conviction que l'Humanité-Rouge est bien le porte-parole des communistes authentiques et que toute tentative de perpétuer la confusion et la division actuelles ne peut que faire le jeu de l'ennemi. Aujourd'hui que nous sommes arrivés à un point de vue commun sur toutes les questions politiques fondamentales, y compris sur l'appréciation de l'expérience négative du « Travailleur », alors que nous avons pu déjà suivre une ligne commune dans certaines organisations de masse, alors qu'enfin nous avons pu confronter récemment nos points de vue et nos expériences au cours de discussions franches et fructueuses, la division n'a plus de raison d'être et c'est avec enthousiasme, avec la conviction de faire un pas en avant décisif, que nous avons pris la décision de rejoindre les rangs de l'Humanité-Rouge, de nous éduquer et de militer sous sa direction, et de lui apporter en retour le fruit du modeste travail théorique et pratique que nous avons mené depuis trois ans.

*La troisième raison, s'il en était besoin, c'est que le caractère profondément prolétarien, profondément communiste de l'Humanité-Rouge ressort avec d'autant plus de force lorsqu'on jette un regard sur les groupuscules petits-bourgeois qui, tout en se prétendant « marxistes-léninistes », ne cessent de brader les principes révolutionnaires au profit de conceptions et de méthodes néo-révisionnistes, anarchistes, trotskystes (...)*

## LE TRAVAILLEUR DE L'OUEST



N° 13 - 23 mai 73

LES GROUPES  
COMMUNISTES  
MARXISTES  
LÉNINISTES DE  
RENNES SE  
RALLIENT A

« L'HUMANITÉ  
ROUGE »

Et ces camarades concluent :

Voilà donc les raisons fondamentales sur lesquelles se fonde la décision des groupes communistes marxistes-léninistes de Rennes de se placer sous la direction de l'Humanité-Rouge et de diffuser sans retard le journal « Humanité-Rouge ».

Cette décision n'est pas le fait d'une réflexion en chambre ou d'accord bureaucratique entre états-majors, « au sommet », mais bien le résultat d'une longue lutte, qui a duré trois ans, contre les dirigeants scissionnistes du « Travailleur », contre les conceptions et leurs méthodes erronées, leur peu de travail révolutionnaire réel.

C'est à travers cette lutte que nos camarades se sont éduqués et ont avancé vers l'unité politique et idéologique avec l'Humanité-Rouge, unité politique dont le ralliement actuel de notre organisation n'est que la matérialisation finale. Aussi bien, encore une fois, ce n'est pas d'une addition bureaucratique entre l'Humanité-Rouge et notre propre organisation qu'il s'agit, mais bien d'un ralliement total à la direction politique, à la ligne, aux principes d'organisation de l'Humanité-Rouge, dont nous avons pu apprécier la justesse de vue, la fermeté sur les principes, la maturité et l'expérience dans l'action, la capacité réelle à prendre ses responsabilités d'avant-garde du prolétariat de France !

*Halte aux aventures scissionnistes, halte aux entreprises de division et de confusion !*

*Vive l'unité des marxistes-léninistes, vive le renforcement de l'avant-garde prolétarienne !*

*Vive l'Humanité-Rouge ! Soutenons et diffusons réellement le journal l'« Humanité-Rouge » !*

## LES ASSASSINS

Dans la région du Bourget, beaucoup de gens étaient inquiets à l'approche du meeting aérien. On entendait dire : « Un jour, il arrivera une catastrophe », « Un avion finira par s'écraser sur les maisons », « C'est une honte de faire ça au-dessus des maisons ». Des affiches avaient même été collées pour protester.

L'aéroport du Bourget se trouve situé en dehors des règles de sécurité les plus élémentaires. Il est entouré par toute une série de petites villes et villages que les avions survolent.

Avec l'extension des agglomérations environnantes, le meeting aérien devenait chaque année plus dangereux. Les avions y font des « loopings » au-dessus des maisons, etc. Mais la sécurité de la population, les Galley, Dassault et autres Pompidou s'en fichent pas mal. Ils n'ignoraient pas les graves dangers que représentait le meeting aérien. Mais le salon est l'occasion de vendre des avions, de réaliser des profits, et cela seul compte.

Ce qui devait arriver est arrivé. Il était environ 15 h 30, les gens regardaient le « Tupolev » quand brusquement il pique, et une grosse gerbe de fumée s'élève. Aussitôt, dans les immeubles, les gens s'interpellent et on craint que le pire ne soit arrivé : qu'il se soit écrasé sur des maisons. Bientôt on apprend qu'il s'est écrasé à Goussainville, une petite ville ouvrière. A la tristesse et à l'inquiétude se mêle la colère. « Ça devait arriver ! »



Là-bas, on compte de nombreux morts et blessés. Des petites maisons ont été écrasées, l'école est touchée, des enfants handicapés sont morts. Sous les décombres, il y a de nombreuses victimes : à Goussainville, c'est la peine, mais aussi la colère « Ce n'est pas au-dessus de chez Pompidou qu'ils auraient fait ça » entend-on dire. Et pendant ce temps, le meeting aérien n'est même pas arrêté, des escadrilles de chasse passent au-dessus de la ville. A la radio, on accuse le pilote, la « défaillance technique », mais on ne dit pas que le meeting aérien se déroulait en violation de toute règle de sécurité.

Des gens sont morts. Accident ? Non, crime ! Quelle différence entre le cynisme des criminels qui ont décidé que le meeting aérien aurait lieu en dépit de tout, et l'élan populaire de solidarité qui a conduit des centaines de travailleurs, parmi lesquels nombre de travailleurs immigrés, à donner spontanément de leur sang pour les blessés. Il y a aujourd'hui une nouvelle dette que le capital devra payer.

Correspondant H.R.

# E 100

Rapport d'activité  
du Comité Central  
du Parti  
du Travail d'Albanie

(présenté au 6<sup>e</sup> congrès du P.T.A.)

6 F (+ 1,65 F de port)

EDITIONS DIFFUSION DU CENTENAIRE

## Lip à Besançon : Lutte contre les licenciements

Plus de 500 travailleurs sont venus manifester à Paris le 29 mai. Ils ont manifesté devant l'ambassade de Suisse, pays de la maison-mère. Dans un tract distribué à la population les organisations syndicales disent :

« En 1947, le trust suisse Ebauches S.A. a pris une participation importante dans le capital de Lip, 43 % aujourd'hui. Ce trust exige maintenant pour son seul profit le démantèlement de l'entreprise.

Lip, ce n'est pas que la montre, mais la machine-outil, la mécanique de précision, les équipements, etc. De cela, Ebauches S.A. n'en veut plus. Il veut élaguer. Les composants de la montre seraient donc importés à Besançon qui ne serait plus qu'un atelier de montage. »

Les ouvriers de Lip sont donc menacés de licenciement (3 à 400 prévus) mais ajoutent-ils : « C'est 10 000 personnes qui sont concernées si l'usine ferme, puisqu'elle est approvisionnée par quantités de petites entreprises dispersées dans le Doubs. Ici, tout le monde vit de l'horlogerie. »

« C'est un malaise général dans la région, raconte une ouvrière : tout le monde est menacé par le plan de récession. »

700 licenciements à Rhodia, des usines qui ferment (Electra, sous-traitante de Lip), etc., et maintenant, combien de licenciements à Lip ?

« Comment voulez-vous que l'on



fasse manger nos enfants ? Que peut-on demander comme salaire s'il y a tous ces licenciements ? On nous répond : il y a 300 personnes qui attendent à la porte, partez si vous n'êtes pas satisfaits ! »

« Nous travaillons au ralenti et nous manifestons. »

« Nous ne faisons pas grève, mais depuis un mois, nous travaillons au ralenti, à des cadences plus humaines. Tout le monde est d'accord avec le mouvement. Nous avons mani-

festé plusieurs fois à Besançon, nous sommes même allés à Neuchâtel où la population suisse nous a très bien accueillis.

Comme la télévision régionale refusait de parler de nos problèmes, nous avons manifesté à l'O.R.T.F. de Besançon. Jeudi 25 mai, à Besançon, une manifestation a rassemblé 5 000 ouvriers de toutes les entreprises concernées par le plan de récession (40 usines étaient représentées).

## PARMI LES LUTTES ACTUELLES

### USINE SAMAX à Malakoff

A l'usine Samax, rue Guy-Mocquet, à Malakoff, qui exploite une trentaine de travailleurs, la grève a été décidée. Depuis le 23 mai 1973, les travailleurs sont en grève pour leurs revendications : l'augmentation des salaires, le 13<sup>e</sup> mois et une prime.

Les grévistes sont installés devant les portes de l'usine. Ils ont dressé des panneaux et organisé une collecte.

Notons que l'an dernier, à peu près à la même époque, une grève a eu lieu. Cette lutte avait reçu la solidarité et le soutien de tout le quartier.

### COLGATE-PALMOLIVE à Compiègne

Plus de 90 % des ouvriers du conditionnement (liquide et poudre) sont en grève, à la suite du débrayage du 24 mai. Ils revendiquent :

— Une amélioration des conditions de travail. Actuellement, les ouvriers tirent les chariots, en plus de leur travail sur machine ;

— La cinquième semaine de congés payés ;

— Une meilleure qualification.

Le 29 mai, les ouvriers du magasin les ont rejoints dans la lutte. Des débrayages de solidarité ont eu lieu à l'atelier mécanique allant jusqu'à trois heures.

La direction a proposé de mettre un ouvrier de plus sur les lignes pendant 4 heures seulement, alors que les ouvriers le réclament à temps plein.

### LEPAGE à Fiers

Les travailleurs en lutte depuis quatre semaines pour l'augmentation uniforme des salaires de 0,60 F de l'heure pour tous, ont, le 20 mai, devant le refus du patron, durci leur lutte. Les grévistes ont occupé le nouveau magasin Lepage pendant toute la nuit et une partie du dimanche. Le 22 mai, ils ont occupé toute la journée l'atelier de menuiserie. Le 24 mai, la maison Lepage a été maculée par des déchets.

Le patron a, le lundi 28 mai, par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail, fait des propositions ridicules. Pour un ouvrier qualifié qui a 6,05 F de l'heure, par exemple, il propose 6,25 F. Ce que veulent les grévistes, c'est 0,60 F de l'heure, c'est-à-dire pour un ouvrier qualifié 6,65 F de l'heure. La grève continue. La solidarité est organisée. De nombreuses collectes ont été organisées dans les usines de la région. Elles ont donné actuellement 12 000 F.

Un comité de soutien a été créé avec des paysans, des lycéens, des infirmières et des médecins.

### SOCIETE CATERPILLAR FRANCE à Grenoble

Dans cette entreprise spécialisée dans la construction d'engins de terrassement, les travailleurs sont en grève depuis le 25 avril pour une augmentation de salaire de 200 F pour tous, le 13<sup>e</sup> mois et l'amélioration des conditions de travail. Actuellement, plus d'un millier de grévistes sur les 1 600 travailleurs. Deux manifestations ont été organisées, l'une le 25 mai, l'autre le 29 mai, dans les rues de Grenoble.

### ENTREPRISE BRUNELLE à Pantin

Située avenue du Général-Leclerc à Pantin, cette entreprise exploite avec férocité les travailleurs. Le salaire horaire est de 5,18 F avec 200 heures par mois. Les journées de travail sont de plus de 15 heures et d'autres journées sont chômées, selon le bon vouloir du patron. Le travail est dur et sale : déchargement des wagons.

Les travailleurs en ayant assez de cet esclavage ont décidé la grève. Depuis le 24 mai ils sont en lutte pour une augmentation de salaire de 1 F de l'heure pour tous et une garantie minimum mensuelle.

### USINE U.N.E.L.E.C. à Beaucourt

90 travailleurs immigrés de cette usine située dans le Territoire de Belfort sont en grève depuis le 25 mai. Ils revendiquent :

— 0,50 F de l'heure pour tous ;

— La carte de travail ;

— De meilleurs logements.

## A la Sécurité Sociale, la lutte continue



## Rhône-Poulenc (Vitry) : Les antibiotiques en grève

(Voici les principaux extraits d'un tract commun C.F.D.T. - C.G.T. - F.O., diffusé le 30 mai.)

Depuis ce matin, les travailleurs postés en 4 x 8 des antibiotiques font la grève :

24 heures, reconduite chaque jour jusqu'à satisfaction.

— Augmentation des effectifs ;  
— Un coefficient supérieur pour tous (mini à 160) ;  
— Douches pour tous.

Depuis plusieurs mois, dans ce secteur, les conditions de travail se dégradent : le manque d'effectifs est la cause d'un surcroît de travail en cas d'absence.

Le nombre des polyvalents est insuffisant et les postés se voient refuser de prendre des congés ou des repos compensateurs parce que on ne peut les remplacer. Il arrive souvent qu'on fasse passer un travailleur d'un poste à un autre sans le prévenir à l'avance à cause du manque de personnel. A ces mauvaises conditions de travail s'ajoutent de vieilles revendications comme la sous-classification.

Bien sûr, ces problèmes ne sont pas uniquement ceux des antibiotiques, mais la politique de la direction dans ce secteur, repoussant toujours au lendemain les promotions, est

devenue intolérable aux ouvriers.

Des interventions auprès de la direction n'ont rien donné d'important, les travailleurs ont estimé que l'on s'était suffisamment moqué d'eux jusqu'à maintenant et ont décidé d'arrêter la fabrication complètement dès aujourd'hui. Le moment est bien choisi car la direction lançait de nouvelles fabrications et cherchait à faire des stocks pour l'été.

Dès hier, apprenant la décision de la grève, les chefs de service venaient vers les ouvriers, apprenant à certains, en plein milieu de la nuit, une promotion qu'ils attendaient depuis vingt ans ! A d'autres, ils promettaient des augmentations ou des promotions dès lundi !

COMME QUOI LA GREVE RESTE UNE ARME DECISIVE PUISQUE, MEME AVANT QU'ELLE SOIT COMMENCEE, LA DIRECTION CHERCHE A LA STOPPER EN ESSAYANT VAINEMENT DE DIVISER LES GREVISTES ENTRE EUX.

Notre correspondant ajoute : Cette grève est assez importante car, dans ce secteur, jamais (même en 1968) il n'y avait eu un tel mouvement : 3 non-grévistes sur 72.

Les produits fabriqués par les camarades demandent une surveil-

lance minutieuse et se dégradent assez rapidement en cas d'arrêt de travail. La direction s'adressait toujours à la « bonne conscience professionnelle » pour qu'il n'y ait pratiquement jamais grève ; même en 1968, le travail avait continué quinze jours après l'occupation, sur décision des grévistes et des syndicats pour ne pas « saboter ». Or, cette fois, après discussion en assemblée (une par équipe), les travailleurs ont décidé d'arrêter tous ensemble le premier jour. C'est un pas en avant dans le refus d'une soi-disant légalité qui ne sert que le patron et a pour but d'empêcher les ouvriers de se révolter.

Les grévistes se rassemblent tous les jours en assemblée générale pour décider de la reconduction de la grève. Et les syndicats ont pris l'engagement de ne jamais accepter une négociation sans la présence de la délégation des grévistes, désignés démocratiquement par tous leurs camarades.

Aux revendications figurant dans le tract, les grévistes ont ajouté après discussion : un seul salaire par catégorie, paiement des jours de grève.

Correspondant H.R.  
Le 31-5-1973.

## P.T.T. " Germain, les postiers ne veulent pas du privé "

### La préparation.

Depuis le début du mois de mai la riposte aux attaques contre le service des PTT va bon train.

Bien qu'inégale, il y a une sensibilisation du personnel sur ce problème. Certes la propagande des monopoles voire par association des ingénieurs - CGC - interposées, influence un certain nombre de camarades postiers. Pourtant nous ne répéterons jamais assez que nous avons tout à perdre d'une cession de la « boîte » au privé. Non seulement nous avons à y perdre les quelques avantages que nous avons (avancement, retraite, garantie de l'emploi) et qui ont été acquis, faut-il le rappeler, par la lutte de nos aînés, mais de plus, les monopoles ont des gains énormes en perspective.

Bien sûr le problème n'est pas nouveau mais seul un nombre restreint de postiers en avait conscience jusqu'à maintenant. Il était donc juste, compte-tenu des dernières attaques de plus en plus précises, que la masse

des postiers soit mobilisée sur ce problème.

D'après les réactions que nous avons eu ces derniers jours, il semble que l'agitation ait été trop courte. Il nous est d'ailleurs arrivé, lors d'une diffusion de l'Humanité Rouge avec un grand panneau portant « NON A LA PRIVATISATION » qu'on nous demande ce que voulait dire privatisation.

### La forme des actions.

C'est une semaine avant que l'on savait qu'il y aurait une grève de 24 heures le 25 mai. Il y a bien eu des réunions du personnel à l'appel des syndicats, mais non pas pour permettre de discuter et décider des actions à mener. C'est surtout pour annoncer la décision, prise au niveau des fédérations syndicales, d'une grève de 24 heures avec manifestation de masse devant le ministère le matin à 10 heures.

Certes cette décision a déclenché une effervescence que nous avons pu constater par nos discussions lors de la diffusion le 24 devant un centre de tri. Mais nous avons pu constater aussi que l'action décidée (c'est-à-dire la grève de 24 heures) était loin de faire l'unanimité.

Beaucoup de camarades du tri en ont marre de faire des grèves de 24 heures car ils savent que ce n'est pas cela qui fera reculer le pouvoir dans sa politique de démantèlement du service public.

Pour notre part, et compte-tenu de l'agitation faite sur ce sujet, nous pensons qu'il aurait été préférable de mobiliser pour une manifestation le soir à 18 heures en appelant les usagers à y participer étant bien entendu que l'agitation devait continuer et aboutir à une mobilisation et à une action d'un degré supérieur (par exemple, arrêt de 24 heures recon-

ductible, sans préavis, faisant du même coup la démonstration de notre opposition à toute atteinte au droit de grève).

Notons à ce sujet, que tout arrêt inférieur à 24 heures, entraîne néanmoins une retenue de 24 heures par l'administration !

### La journée du 25.

Voilà donc très rapidement précisé dans quel contexte se présente la journée du 25.

Le matin, à la prise de service, des piquets de grève apparaissent devant quelques bureaux.

En se rendant à la manifestation, les gars distribuent des tracts syndicaux destinés à faire connaître la politique de démantèlement aux usagers.

Vers 10 heures, il y a déjà du monde qui se presse sur la place du marché, avenue de Saxe. Les banderoles se déplient : ici les Télécoms, là les centres de tri et les ambulants mais aussi, la foule des bureaux de poste de Paris et de banlieue, même le personnel de la DCRP et du ministère est là.

Quelques drapeaux rouges de la CGT mais seulement deux ou trois, au passé glorieux apparaissent.

En tout, quelque 8 000 à 10 000 personnes bien gardées par des cordons de gardes mobiles !

Sur la façade du ministère on aperçoit une inscription : « NON AU DEMANTELEMENT » mais la signature et d'autres inscriptions ont été recouvertes à la hâte par du papier. Toutefois on devine l'Humanité Rouge à travers.

Très vite on se rend compte de la combativité de cette foule. En clamant « Germain les postiers ne veulent pas du privé » ou « Oui au service public, non au service du capital », les postiers montrent d'un même cœur leur opposition à la politique de privatisa-

tion. On chante aussi l'Internationale, chant de tous les travailleurs, de tous les exploités.

Puis on commence à faire le tour du ministère. Quelques hauts fonctionnaires qui se montrent aux fenêtres se font largement huer. Les slogans se succèdent. On entend « Germain inhumain, tu t'en iras demain », « Non au démantèlement des PTT ». Les gars du tri crient « Germain aux rebuts » et ceux des lignes « Germain aux poteaux » ce qui ne manque pas de piquant. Mais on entend aussi « Nous voulons des effectifs » et « Auxiliaires, titulaires, même combat ».

En cours de route un groupe de postiers de la Seine St-Denis rejoint le cortège sous les acclamations car ils ont montré par leurs dernières actions (grève pour exiger des effectifs) que les postiers ne sont pas les moins combattifs.

Des gens applaudissent aux fenêtres alors que l'on crie « Usagers, postiers, mêmes intérêts ».

Puis l'on revient au point de départ où on se disperse après « ce n'est qu'un début, continuons le combat ! ».

### Conclusion.

Il nous revient à nous communistes, de nous battre sur ce problème de l'heure, d'expliquer sans relâche que le personnel aussi bien que les petits usagers n'ont rien à gagner de la privatisation des P.T.T.

Mais il nous revient aussi de prendre l'initiative de proposer dans les réunions de personnel des formes d'actions qui tiennent compte de la préparation, du niveau de conscience des gars et des conséquences.

Il faut faire savoir ce que nous proposons avec hardiesse, aux syndiqués et non syndiqués, aux militants syndicaux. C'est la masse qui jugera et c'est comme ça que nous pourrions impulser des luttes efficaces.

Le 27 mai 73

Correspondant PTT

## WINTHROP (DIJON)

● Aux laboratoires Winthrop, 60 ouvrières du Conditionnement et d'autres services ont fait la grève pour les conditions de travail et de salaire (voir « H.R. », n° 189).

● Après la première semaine de grève, le lundi 21, elles se retrouvaient et décidaient de continuer la lutte. Mais devant l'intransigeance de la direction qui disait : « On peut payer mais on ne le veut pas », « Si vous continuez, on ferme la boîte », et la non-participation à la lutte du personnel des laboratoires et de la fabrication, des ouvrières se sont découragées : elles ont décidé de se mettre en maladie. C'est pourquoi mercredi matin, elles ont décidé de reprendre le travail toutes ensemble et sont rentrées dans l'atelier en chantant l'Internationale pour bien montrer qu'elles remettraient ça !

● Elles ont obtenu des améliorations de leurs conditions de travail : le droit de parler en travaillant, la promesse de nouveaux sièges et de « l'humanisation » des rapports dans l'atelier, le passage systématique



que au bout de quatre mois du coefficient 115 au 125 (30 F en plus), mais pas de prime de vacances, retraite, révision grilles salaires. Mais surtout les filles ont compris qu'il faudrait une lutte encore plus dure pour vaincre la direction et que les autres services débrayent aussi. Elles se sont aperçues aussi qu'elles avaient fait une erreur en abandonnant le piquet de grève (pour les camions d'approvisionnement) les nuits de samedi et dimanche.

● Mais de toute façon, ce ne sera jamais plus comment avant : dans l'atelier, les filles s'appellent toutes « camarades » (la contremaîtresse se fout en colère : « Ça fait communiste »). Avant elles n'avaient pas le droit de parler en travaillant, maintenant elles chantent toute la journée. Les filles ont pris conscience de leur force, ne se laissent pas manœuvrer par la direction et continuent la lutte.

SEULE LA LUTTE UNIE ET RESOLUE DE TOUS LES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE RECULER LES PATRONOS !

Correspondant « H.R. »,

## C.G.C.T. (MASSY)

À la C.G.C.T. de Massy les O.S., P1 de fabrication et contrôleurs sont en grève depuis plus de deux semaines. Leurs revendications :

- Suppression du travail au rendement ;
- 8,60 F salaire de base minimum ;
- 9,50 F pour les P1 ;
- 0,50 F d'augmentation pour tous.

8,60 F de base pour que la suppression du travail au rendement ne s'accompagne pas d'une perte de salaire. La revendication uniforme de 0,50 F permet de souder les ouvriers en lutte.

Le travail au rendement est un système qui permet l'exploitation accrue de l'ouvrier. Prenons un exemple : supposons que l'ouvrier doit produire 1 250 pièces en une heure. Il gagne, par exemple, 6 F. S'il produit 1 500 pièces, il gagnera 6,40 F. La productivité a augmenté de 20 %, son salaire de 6 %. Et encore, cette augmentation de salaire n'est vraie qu'au début. Dès que les ouvriers se sont habitués à un rythme plus rapide, le salaire réel est rabaisé à son niveau antérieur.

Ce système permet un accroissement fabuleux des profits moyennant une fatigue musculaire et nerveuse accrue des ouvriers, qui mènent à l'épuisement nerveux, aux accidents du travail, à une vieillesse prématurée, etc., cela jusqu'à ce que les ouvriers se révoltent : c'est ce qui s'est produit à la C.G.C.T.

La C.G.C.T., qui fait partie du trust international I.T.T. (célèbre pour sa tentative de coup d'Etat au Chili) est extrêmement prospère du fait de ces systèmes d'exploitation intensive des ouvriers et du fait que la construction téléphonique bénéficie d'une position avantageuse en ce moment. La C.G.C.T. recevra 28,7 milliards de subventions en cinq ans, elle double son chiffre

d'affaires en trois ans. Elle a une quinzaine d'usines nouvelles en voie de construction à travers la France.

Pourtant la direction a refusé jusqu'à présent les justes revendications des grévistes et elle s'est montrée extrêmement provocante : elle a utilisé certains agents de maîtrise pour exciter les non-grévistes contre les grévistes, pour tenter de provoquer des bagarres avec les piquets de grève. Elle a propagé les bruits les plus extravagants sur la grève dans le but de l'isoler des autres travailleurs de Massy. Elle a tenté d'imposer des négociations atelier par atelier.

Devant ces manœuvres, les grévistes ont durci leur position en bloquant les portes pour les ateliers de fabrication laissant le chemin

libre pour les autres secteurs de l'usine.

Face à la détermination des grévistes, la direction recourt à l'intimidation en faisant comparaître 23 d'entre eux devant le tribunal de Corbeil. Celui-ci a immédiatement ordonné l'expulsion des locaux. Motif : piquet de grève entravant la liberté du travail. Cette question du piquet n'était qu'un prétexte. Sur les 23 grévistes incriminés, certains n'étaient pas l'usine ce jour-là. Ils ont été choisis sur une liste noire établie par la direction.

Déjà à l'usine C.G.C.T. de Rennes les magasiniers sont en grève. À Massy, l'usine voisine de la C.G.C.T., la S.A.F.A.A. a un atelier en grève.

Extrait d'un tract du Comité de Soutien.

## BACO (STRASBOURG)

Une usine de construction électrique d'environ 900 ouvriers dont la majorité est constituée de femmes.

— Lundi 28 mai, 7 h, tous les O.S. hommes (environ cinquante) signent une pétition pour une augmentation de salaire de 30 centimes.

Sous leur menace de sortir du syndicat s'ils ne s'exécutaient pas, les délégués de la C.G.T. sont contraints à présenter la pétition à la direction.

— 9 h, à l'annonce du refus de la direction, les cinquante O.S. se mettent en grève.

— Un travail est fait immédiatement à l'égard des ouvrières qui sont à l'intérieur, les appelant à se solidariser et à poser leurs propres revendications. Le débrayage de celles-ci est décidé pour le lendemain à 7 h.

Le mardi matin, nous sommes environ 200 en grève.

— Les ouvriers, conscients du combat qu'ils mènent contre le

patronat, conscients de la démission des délégués (un certain nombre travaille, les autres n'ont qu'une attitude de sabotage, appelant à la reprise du travail), décident d'élire un comité de grève qui devra défendre leurs intérêts.

— L'occupation de la cantine est décidée. Les grévistes, en commun, choisissent des formes pour organiser et populariser leur grève : discussions et explications auprès des non-grévistes, mise sur pied de piquet de grève pour le lendemain, décision pour le lendemain de manifester auprès des usines des alentours.

Notre lutte montre bien la force de la classe ouvrière, son désir d'unité et sa force d'organisation.

Elle montre bien aussi que la lutte contre l'exploitation et le capital passe par la lutte contre les révisionnistes, ennemis de la classe ouvrière, et leurs larbins de la C.G.T.

Une ouvrière de BACO.

Pour augmenter les profits des patrons

# LE GOUVERNEMENT VEUT ABAISSER L'AGE D'EMBAUCHE DES JEUNES

M. Royer, ministre du Commerce, vient une nouvelle fois de se distinguer en prononçant devant l'Assemblée des présidents de chambres de commerce des paroles qui reproduisent fidèlement le son de cloche du C.N.P.F. Critiquant la législation actuelle concernant l'âge de l'embauche des jeunes travailleurs, il a affirmé très nettement qu'il regrettait « que le caractère systématique de la scolarité obligatoire à seize ans retarde trop souvent l'accès à l'apprentissage », et il a assuré qu'il comptait « tout faire pour orienter le jeune très tôt vers son futur métier ».

M. Royer, qui est, paraît-il, le censeur des bonnes mœurs, manque décidément de pudeur, lui, en se faisant sans vergogne l'avocat du patronat exploiteur. Tant qu'il y était, il aurait dû réclamer l'instauration du travail de nuit pour les jeunes et le retour dans les usines à partir de douze ans !

Pour donner à la V<sup>e</sup> République, issue du putsch fasciste d'Alger, une coloration « sociale », le ministre radical Berthoin fit promulguer le 6 janvier 1959 une ordonnance (c'est-à-dire un décret-loi) qui portait la scolarité obligatoire de quatorze à seize ans. Poudre aux yeux ! D'abord l'ordonnance s'appliquait aux enfants nés en 1953, c'est-à-dire qu'elle devait entrer en vigueur huit ans plus tard, en 1967. Ensuite, et surtout, cette disposition légale elle-même a été purement et simplement escamotée :

des dérogations ont été systématiquement accordées jusqu'en septembre 1972, ce qui a permis d'envoyer comme par le passé et tout-à-fait légalement les jeunes chez un patron à partir de quatorze ou quinze ans.

A la rentrée dernière, au moment même où l'ordonnance de 1959 était censée entrer vraiment en application treize ans après sa promulgation, le ministre Fontanet créait, pour remplacer les « sections d'éducation professionnelle », les classes « préparatoires à l'apprentissage » (accueillant évidemment les enfants de classes de « transition » et de classes « pratiques ») qui sont la véritable antichambre de l'usine car les élèves — qui ont quinze ans — doivent passer la moitié ou les deux-tiers de leur temps chez un patron.

Mais enfin, assurent ces messieurs du ministère, l'apprentissage n'est pas l'usine !

Pinçons-nous pour ne pas ricaner : Chaban-Delmas, du temps où il était le premier aide de camp de Pompidou, avait fait grand tapage en effet autour de la loi du 16 juillet 1971 qui réformait notamment l'apprentissage et qu'il présentait comme un des fleurons de la nouvelle société. Mais voyons ce qu'en disait Fontanet, alors ministre du Travail, à l'Assemblée nationale le 7 juin 1971 :

« L'apprentissage répond aux besoins de nombreux jeunes qui [...] souhaitent sortir des circuits scolaires traditionnels [...] Et puis, il y a les besoins de nombreuses branches

professionnelles [...] qui s'accoutument mal d'une formation qui n'intègre pas d'emblée le jeune à la réalité du travail. »

Quelle impudence ! Comme si c'était par plaisir que les jeunes des milieux populaires doivent quitter l'école où on force les maîtres à les accueillir en parias, en futurs O.S...

Et quelle belle « réalité du travail » que celle qui consiste à envoyer « d'emblée » les jeunes de quinze-seize ans faire les manœuvres, se faire engueuler par les patrons et être surexploités avec cynisme...

Parce que si l'apprentissage est en effet une belle réalisation, c'est bien pour les patrons, qui trouvent leur aubaine dans la loi du 16 juillet 1971 :

1° Un apprenti doit suivre huit heures de cours par semaine dans un centre de formation, mais doit trente-six heures au patron (il fait souvent beaucoup plus).

2° Un apprenti gagne un salaire de misère :

- le premier semestre, 15 % du S.M.I.C. (140 F par mois !),
- le deuxième semestre, 25 % du S.M.I.C.,
- le troisième semestre, 35 % du S.M.I.C.,
- le quatrième semestre, 45 % du S.M.I.C.

... Après, le service militaire... et au retour, si on n'est pas chômeur, embauché comme O.S...

3° Les patrons, eux, reçoivent en outre une prime pour cette surexploi-

tation, sous forme d'une exonération de la taxe d'apprentissage, lorsqu'ils y sont assujettis :

— L'Etat leur ristourne 15 % du S.M.I.C. au cours du premier semestre d'apprentissage (donc l'apprenti ne coûte rien au patron...), puis 10 % du S.M.I.C. pendant les dix-huit mois suivants ;

— L'Etat leur ristourne la totalité des salaires versés aux personnes chargées d'assurer la formation pratique des apprentis dans l'entreprise ;

— L'Etat déduit en outre les participations financières des patrons aux centres de formation d'apprentis. Comme toutes les grosses boîtes ont leur centre, la boucle est bouclée.

L'apprentissage, c'est pire que l'usine souvent, car en outre les jeunes n'ont pas les mêmes droits que leurs aînés. Et le « dressage » précoce est un objectif non négligeable pour les patrons. A preuve, cette disposition de la loi de 1971 qui, sous couvert d'efficacité et de modernisme, impose le regroupement avant 1976 de tous les cours professionnels en centres de formation d'apprentis qui sont revendiqués, avec une avidité non dissimulée, par les organisations patronales (chambres de métiers, chambres de commerce et d'industrie). Dans de nombreux départements ruraux, les cours professionnels ruraux et les cours professionnels agricoles de l'Education nationale vont être supprimés d'un trait de plume : Les jeunes apprentis seront contraints de faire des dizaines et des dizaines de kilomètres par leurs propres moyens, en plus de leur travail, pour suivre leurs cours dans les nouveaux centres gérés par les patrons.

Tous les apprentis dans des centres appartenant aux patrons, « contrôlés » par des inspecteurs contractuels recrutés par les patrons (par exemple chambres de métiers — arrêté du 27 avril 1973), c'est là vraiment un objectif qui peut réjouir tous les Fontanet-Ceyrac de France.

Mais M. Royer voulait peut-être dire qu'il faut aller encore plus loin ?

## ANCIZES (Puy-de-Dôme)

### Les patrons ne paient pas... seule la lutte paie!

Aux Acieries Aubert et Duval, aux Ancizes, la totalité des 1 600 métallos s'est mise en grève mercredi 9 mai à 5 heures, et a occupé l'usine. Près de 100 mensuels se sont joints au mouvement.

De nombreux travailleurs y gagnent en effet bien moins que les 1 000 F promis par le démagogue Messmer. Tandis que le patron Duval accumule des bénéfices fabuleux, les soit-disants « miracles » promis par le Programme commun étant repoussés à la Saint-Glinglin, les ouvriers se sont mis en grève et se relayent, selon l'heure des postes, pour occuper en permanence l'usine.

Les grévistes réclament :

— Une augmentation de 200 F sur le salaire de base, plus une prime moyenne de l'entreprise applicable sur le salaire brut, à l'ensemble du personnel, en une seule fois, sur l'horaire actuel.

— Une prime de congé, égale à un demi-mois de salaire moyen de l'entreprise pour le personnel horaire et mensualisé ;

— Enfin le transport gratuit pour tous ou une indemnité pour ceux venant par leurs propres moyens. (L'aciérie est à la campagne, et beaucoup de travailleurs viennent des villages des alentours, et même de Clermont.)

Au bout du septième jour de grève, le P.-D.G. Duval tente de diviser les ouvriers en proposant mardi matin une augmentation de 100 F, « à condition qu'ils reprennent le travail mercredi matin ». Mais cette tentative échoue : les ouvriers rejettent ces propositions malhonnêtes et menaçantes, et poursuivent leur grève.

Voici qu'alors arrivent les « élus » locaux. Les Cosson, conseiller géné-

ral du canton de Manzat, et maire de Saint-Georges-de-Monts, les Neyrat, maire des Ancizes ; les Rossignol, maire de Chapdes-Beaufort ; ils accourent, « conscients de la gravité de la situation », et se précipitent chez le patron Duval. Peine perdue ! Leur « autorité », leur « poids », leurs « bras longs », ne leur permettent pas d'obtenir plus que les miettes de Duval.

Ils organisent alors mercredi matin une assemblée générale à Saint-Georges-de-Monts, où Vacant (député socialo) vient les rejoindre à la tribune et les aider à pondre des motions. Puis ils font les entremetteurs auprès du P.-D.G. Duval qui finalement daigne recevoir les délégués (C.G.T.) du personnel. Mais au bout de deux heures de tractations, les ouvriers rejettent à nouveau les nouvelles « propositions » du patron, ainsi que des MM. Bonzoffices dépêchés sur les lieux par l'U.D. Ils décident de durcir leur mouvement. C'est ainsi qu'ils sont allés en cortège manifester leur colère devant les somptueuses villas que se sont fait construire les Duval et autre Masse (chef du personnel).

Finalement, au bout du dixième jour, le patron a dû céder sur la plus grande partie des revendications.

Les métallos des Ancizes ont obtenu :

— Une augmentation de 3 % pour l'ensemble du personnel ;

— Une augmentation générale et uniforme de 160 F, pour l'horaire en vigueur, sur le salaire de base de chacun ;

— Le versement en juillet d'une prime de vacances égale à la prime de fin d'année ;

— D'une indemnité correspondant à deux jours de travail pour la période du 9 au 17 mai ;

— Aucune sanction contre les grévistes.

Mais Masse avait cependant encore peur que les ouvriers ne reprennent pas le travail, car il s'est débrouillé pour faire signer aux délégués C.G.T. un engagement :

1. A reprendre personnellement le travail sans délai ;

2. A inviter l'ensemble du personnel à reprendre également le travail dans les conditions normales et habituelles.

Aux Ancizes le patron a cédé, et la grève a valeur d'exemple pour les travailleurs du Puy-de-Dôme. Aujourd'hui vendredi les travailleurs de Mammouth sont en grève (200 F par mois d'augmentation pour tous ; 40 heures par semaine ; embauche immédiate de personnel ; suppression des contrats à durée déterminée) ; ceux des Galeries de Jaude aussi ; les travailleurs d'Otic-Fischer-Porter, qui en avaient assez de faire des débrayages de deux heures par jour, se sont mis en grève pour de bon, et ont rejoint ceux d'Amisol (amiante et revêtements de sol) qui font grève depuis plusieurs jours. A l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie, les employés aussi font une grève administrative, et ont fait un défilé en ville. A la clinique des Neuf-Soleils aussi les employés réclament 100 F d'augmentation. A la Combaude (Michelin) l'atelier TL3 a débrayé pour protester contre la sanction d'une ouvrière, contre les conditions de travail, de sécurité et d'hygiène imposées dans l'atelier, et a demandé la révision des salaires.

Correspondant « H.R. ».

## Trois morts par jour dans le bâtiment

En 1972, 910 ouvriers du bâtiment sont morts dans ce que la bourgeoisie appelle des « accidents du travail ».

Pour 1 855 000 ouvriers du bâtiment, on a compté 325 000 accidents. Une chance sur six d'avoir un accident lorsqu'on travaille dans le bâtiment !

Voilà quelques chiffres qui en disent long sur l'exploitation dont sont victimes les ouvriers du bâtiment.

**COMMANDEZ  
NOTRE BROCHURE**

**LA FASCISATION  
EN FRANCE**

**2,50 F** (ajouter 20 %  
du prix de la commande  
pour frais d'envoi).



## QU'EST-CE QUE LE SIONISME ?

(3)

# SIONISME ET ANTISÉMITISME

Il est courant d'entendre dire aujourd'hui : « les détracteurs de l'Etat d'Israël sont des antisémites » ou bien « l'antisémitisme renaît sous la forme de l'antisémitisme ».

De telles phrases sont des contre-vérités. Nous allons essayer de le montrer, en mettant en évidence les convergences qui existent entre l'idéologie antisémite et l'idéologie sioniste.

Ainsi, éclairerons-nous d'une nouvelle lumière : le *sionisme*, produit du colonialisme (voir « Humanité-Rouge » n° 188) et de nature fondamentalement raciste (« H.-R. » n° 189).

### Une même définition...

Un cas typique suffira pour faire comprendre les convergences entre sionisme et antisémitisme. C'est celui de Mme Rina Eitani, habitante d'Israël.

C'est une émigrée allemande qui a beaucoup souffert des nazis ; elle s'introduit illégalement en Palestine en 1945, encore sous mandat britannique, s'engage dans l'armée... sioniste. Plus tard, elle entre en conflit avec les autorités religieuses, à cause de sa grande activité sociale... et bientôt, les religieux vont faire courir le bruit : « Madame Eitani n'est pas juive ; sa mère ne l'était pas et elle ne s'est pas convertie ! ». Le service d'état-civil poursuit l'affaire et demande AU SERVICE ALLEMAND DES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORIGINE DE LA MÈRE DE MME EITANI ! On lui retire son passeport, son mariage est annulé (pas de mariage civil...). Que voulez-vous ; sa mère était « arvenne » ! Cette femme avait été fidèle à son mari juif, dans l'adversité des persécutions nazies et respectueuse de la religion juive de ses enfants ! Qu'importe, c'est LA RACE qui compte !

Un historien israélien qui commente ce fait écrit :

« La seule idée qu'un responsable juif israélien ait pu utiliser les dossiers nazis relatifs aux ancêtres « aryens » ou non « aryens » d'une personne devait suffire à inciter un dégoût profond. »

Un dégoût profond, cela est vrai. Car, que différencie ce racisme sioniste de la vermine nazie qui a persécuté et liquidé des millions de Juifs ? RIEN !

### ...fausse...

C'est une même définition d'une prétendue « race » appelée « aryenne » ou « juive », traînée dans la boue ou exaltée ; ce sont les mêmes critères revendiqués, là pour exterminer, ici pour glorifier... tous ces critères qui ne reposent SUR AUCUNE VERITE SCIENTIFIQUE, ni biologique, ni sociale.

Peut-être faut-il le rappeler — car le racisme anti-juif existe encore : aucun caractère physique, taille, forme de la tête, groupe sanguin, etc., ne permet de définir UNE RACE JUIVE. Il n'y a pas de « race juive », pas plus que de « race aryenne ».

Il n'y a pas plus, non plus, de « NATION JUIVE », c'est-à-dire une « communauté stable, historiquement constituée, née sur la base d'une

communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture » (Staline : Le marxisme et la question nationale). Pas de communauté de langue : certains Juifs parlent le « yiddish », d'autres l'arabe, d'autres la langue de leurs pays respectifs. Pas de communauté de territoire entre Juifs d'Europe occidentale, des Etats-Unis, des pays arabes, d'Inde, etc. Pas de communauté de vie économique entre des hommes qui vivent dans des structures économiques différentes. Pas de « culture » et de « sentiment national » qui unissent un « Juif américain » assimilé, un habitant d'Europe centrale et un Ethiope. Il n'y a pas de « nation juive ». Une seule réalité unit les Juifs : leur religion.

### ... réactionnaire

Pourtant, les idées fausses de « race juive » et de « nation juive » ont la vie dure. Pourquoi ? Quelle est leur fonction ?

Avant de tenter d'y répondre, peut-

mettre au capital et à la guerre impérialiste. Telle a été la politique raciste des nazis qui, exaltant la prétendue « race aryenne », ont choisi la prétendue « race juive » comme bouc émissaire !

Pas plus que l'idée de « race juive », celle de « nation juive » ne vaut cher, car elle recèle, elle aussi, une idéologie fondamentalement réactionnaire que souligne Lénine dans sa critique du « Bund », organisation juive du Parti social-démocrate russe qui s'est voulue un parti indépendant du parti du prolétariat russe.

« La question juive ne se pose pas autrement : assimilation ou particularisme ? Et l'idée d'une nationalité juive porte un caractère nettement réactionnaire non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes), mais aussi chez ceux qui s'attachent à la concilier avec les idées de la social-démocratie (les bundistes). Les idées d'une nationalité juive contredisent les intérêts du prolétariat juif en créant chez lui, ouvertement ou implicitement, un état d'esprit hostile à l'assimilation, l'état d'esprit du ghetto. » (« La situation du Bund dans le Parti », p. 99, tome 7.)

séparation déjà créée par l'antisémitisme et sapé la volonté de résistance des Juifs européens, les abandonnant — de fait — aux persécutions nazies (cette constatation générale ne mettant aucunement en cause la magnifique résistance de bon nombre de Juifs européens contre la vermine nazie).

Au fond, le sionisme est le produit du racisme anti-juif exacerbé en Europe dès la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Plutôt que de s'opposer à cet « antisémitisme », le sionisme accepte ses critères, et là où l'« antisémitisme » voit une « race inférieure », les sionistes exaltent une « race supérieure ».

On comprend ensuite que le mouvement sioniste, trouvant son aboutissement dans la création de « l'Etat juif », Israël NE PEUT ETRE QU'UN NOUVEAU RACISME, faisant aller de pair la valorisation et le renforcement de « ce qui est juif » et l'expulsion et l'extermination du peuple palestinien.

Même définition, mêmes critères racistes, mêmes méthodes terroristes (voir « H.-R. » n° 188).

### Les antisionistes ne sont pas des antisémites

Les antisionistes ne sont pas des antisémites ! La démonstration ci-dessus permet de nous en assurer : antisémitisme et sionisme sont deux idéologies racistes de même nature.

Qui combat l'une doit combattre l'autre. Et pour terminer, nous pouvons ajouter quelques remarques :

1<sup>o</sup> Quand nous dénonçons le sionisme, sa nature et ses méthodes ; quand nous condamnons l'Etat sioniste, nous n'attaquons, en aucun cas, ni la population d'Israël, ni les Juifs de par le monde.

2<sup>o</sup> Qu'on s'interroge bien : ceux qui dénoncent le sionisme aujourd'hui sont bien souvent ceux qui ont combattu la vermine nazie, au péril de leur vie, et au coude à coude avec leurs camarades de religion juive. Il y en a parmi nous !

3<sup>o</sup> Autre fait symétrique : certains journaux et groupes fascistes, admirateurs de la vermine nazie, hier et encore aujourd'hui, hier volontaires pour la « liquidation des Juifs », applaudissent impudemment aux « exploits » sionistes contre les peuples arabes, aujourd'hui.

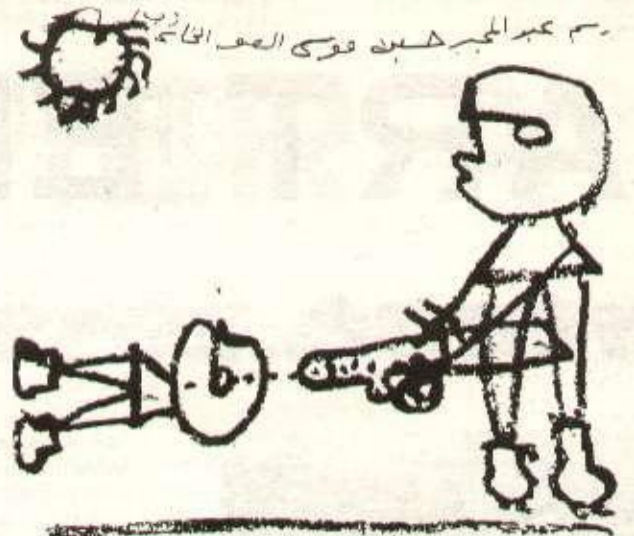
Voilà des applaudissements bien significatifs !

Et, dernière question, fondamentale celle-ci : A qui sert la thèse qui confond antisionisme et antisémitisme SINON AUX SIONISTES EUX-MEMES, qui tentent d'utiliser le capital de sympathie réservé aux Juifs persécutés POUR CAUTIONNER leur politique terroriste et raciste contre les peuples arabes.

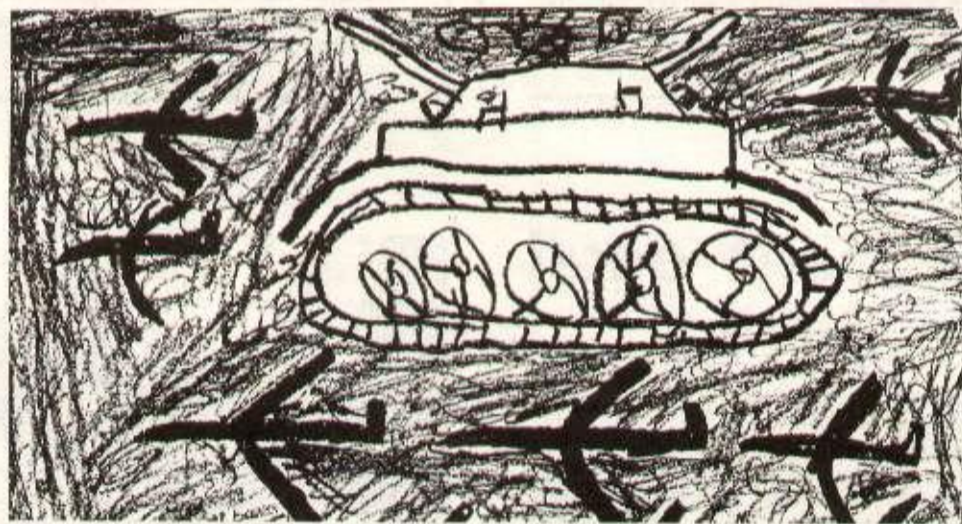
La manœuvre est habile ; elle a beaucoup trompé ; elle ne doit pas tromper plus longtemps.

(1) Le mot « antisémitisme » est utilisé dans son sens le plus courant, c'est-à-dire le « racisme anti-juif ».

(2) Krupp : famille de capitalistes allemands de l'industrie lourde qui a apporté un soutien au nazisme.



Dessin d'enfant palestinien : un soldat sioniste tue un enfant.



Dessin d'enfant palestinien.

être faut-il rappeler cette remarque de Lénine dans *Les trois sources et les trois éléments constitutifs du marxisme* :

« Les hommes ont toujours été, en politique, les victimes unilatérales de la tromperie et de l'illusion, et ils le seront aussi longtemps qu'ils n'auront pas appris à chercher derrière les phrases morales, religieuses, politiques et sociales, les intérêts de telle ou telle classe. »

C'est à la lumière de cette idée que le philosophe communiste G. Politzer, assassiné par les nazis en 1942, a tenté d'analyser le racisme hitlérien, « pro-aryen » et persécuteur des Juifs. Ainsi, il explique dans « L'obscurantisme au XX<sup>e</sup> siècle » :

« Monsieur Krupp von Bohlen (2) s'adresse à l'ouvrier et lui dit : « nous sommes du même sang toi et moi ». Et si l'ouvrier le croit, s'il se sent un avec M. Krupp von Bohlen, alors l'unification de la société s'est réalisée... »

Remplacer l'idée de « classe » par celle de race, la « conscience de classe » par l'« unité de la race », permet de jeter les illusions dans l'esprit des prolétaires pour les sou-

Une même définition réactionnaire unit antisémitisme et sionisme. Ce n'est pas tout : il y a aussi des convergences historiques.

### Des convergences historiques

Ainsi le fondateur du sionisme, Herzl, traite avec le ministre russe Plehve, spécialiste de la persécution contre les ghettos de la Russie tsariste.

En 1912, le sioniste Weizmann dit : « Chaque peuple ne peut absorber qu'un nombre limité de Juifs. L'Allemagne en a déjà trop. »

Les antisémites européens patentés, Drumont ou Rosenberg, ne crient rien d'autre. Et les nazis ont largement puisé dans l'arsenal idéologique du sionisme pour justifier leurs persécutions et leurs crimes !

Rien d'étonnant. En implantant dans la mentalité de Juifs d'Europe l'idée d'un « peuple juif » ou d'une « nation » ou d'une « race » à part de leurs compatriotes européens, le sionisme les A ISOLES de leurs compatriotes ; il a approfondi la

Vendredi 1er Juin à la Mutualité :

# MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

Le 5 juin, à la Mutualité, le meeting de solidarité avec la lutte du peuple cambodgien a réuni plusieurs milliers de personnes, qui ont proclamé leur détermination à renforcer le soutien politique et matériel au peuple du Cambodge. Organisé par le C.I.L.A. (Centre d'information sur la lutte anti-impérialiste), avec la participation du Mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine (M.N.S.P.I.), de l'Humanité-Rouge, la Cause du Peuple, Proletaire - Ligne Rouge, le P.S.U., le F.J.P., la G.R., ce meeting constitue un pas en avant dans la mobilisation pour soutenir l'héroïque peuple cambodgien. D'ailleurs, l'esprit unitaire qui animait les participants et les organisateurs de cette réunion est un gage sérieux pour le développement de ce mouvement de solidarité.

M. Khun Muykong, membre de la mission du G.R.U.N.K. en France, a dénoncé les crimes barbares que commettent les B 52 de Nixon dans le but d'écraser le peuple cambodgien. Mais, dressant le tableau des impressionnantes victoires remportées sur tous les fronts par le peuple cambodgien, le camarade du G.R.U.N.K. soulignait que ces criminelles tentatives de Nixon sont vouées à l'échec, et que le jour est proche où le peuple du Cambodge remportera la victoire totale.

Parlant au nom de toutes les organisations qui participaient au meeting, le camarade du C.I.L.A. a dénoncé les bombardements de génocide perpétrés par les impérialistes U.S. et a montré l'importance et la signification du mot d'ordre : « Rupture des relations diplomatiques avec la clique des traîtres de Phnom Penh et reconnaissance du G.R.U.N.K. par le gouvernement français ». Une résolution (voir ci-dessous) a été adoptée par la salle : elle sera remise à la mission du G.R.U.N.K. en France, avec l'argent de la collecte effectuée dans la salle.

Le meeting s'est terminé par la projection du film : « Le retour historique de Samdech Norodom Sihanouk dans son pays dont le territoire est déjà libéré à 90 % » — qui a été suivi par une salle enthousiaste.



## RÉSOLUTION

Les amis du peuple cambodgien, réunis le 1<sup>er</sup> juin 1973 à la salle de la Mutualité à Paris, constatent que les impérialistes U.S. et leurs valets déploient de multiples manœuvres à l'encontre de la nation et du peuple cambodgiens. Ces derniers ont fait porter leur guerre d'agression contre le Cambodge à un niveau de cruauté et de barbarie jamais atteint, en lançant contre la zone libérée et le peuple du Cambodge toutes leurs forces aériennes disponibles dans le Sud-Est asiatique et le Pacifique, effectuant plus de 300 raids par jour.

Dans le même temps, les impérialistes américains essaient de dissimuler leur politique criminelle à l'opinion publique mondiale et au peuple américain en avançant de fallacieuses propositions de « cessez-le-feu et de paix au Cambodge » et de « concorde nationale entre les Cambodgiens », et en tentant de fabriquer de toutes pièces une pré-

tendue « troisième force cambodgienne ».

Mais ni l'agression brutale ni les subterfuges politiques n'arrêtent le peuple et les Forces armées populaires de libération nationale du Cambodge qui ont déjoué, dénoncé et mis en pièces les manœuvres de l'ennemi, en intensifiant et en redoublant leurs attaques contre la clique des traîtres de Phnom Penh, Lon Nol - Sirik Matak - Son Ngoc Thanh - In Tan - Chéng Héng.

Unis dans le F.U.N.C., sous la direction du G.R.U.N.C., avec Samdech Norodom Sihanouk comme chef de l'Etat, le peuple et les Forces armées populaires de libération nationale du Cambodge faisant preuve d'héroïsme révolutionnaire et mettant en œuvre leur technique et leur science de la guerre populaire, supportant seuls le poids des bombardements démentiels, ont néanmoins remporté d'éclatantes victoires de portée stratégique, libérant à ce jour plus de 90 % du territoire national et une population de 5 millions et demi d'habitants, acculant ainsi l'ennemi à une position stratégique défensive dans ses derniers retranchements.

Les amis du peuple cambodgien et les organisations, réunis ce soir, adressent au peuple, au Front national et au Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, présidé par Samdech Norodom Sihanouk, leurs remerciements respectueux pour l'apport inestimable qu'est leur exemple pour tous les peuples épris de paix, de justice et de liberté dans le monde.

Les amis du peuple cambodgien et les organisations, réunis ce soir, s'engagent à mener tous les combats nécessaires pour alerter et mobiliser le peuple de France afin de contribuer à :

— L'arrêt des bombardements U.S. sur le territoire cambodgien,

— La cessation des ingérences politiques et militaires dans les affaires intérieures du Cambodge,

— La rupture des relations diplomatiques entretenues par le gouvernement français avec la clique des traîtres et fantoques de Phnom Penh,

— La reconnaissance et l'établissement de relations diplomatiques par le gouvernement français avec le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, unique gouvernement légitime et légal du Cambodge.

L'impérialisme américain se fera vaincu !

Le peuple cambodgien vaincra ! Soutien jusqu'à la victoire finale !



Le 6 Juin, le G.R.P. a 4 ans d'existence

## VIVE le GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE de la RÉPUBLIQUE du SUD-VIETNAM

La force de l'Etat se mesure à l'approbation des peuples. Après quatre années d'existence, le G.R.P. apparaît plus puissant que jamais, lui, qui a la confiance du peuple vietnamien tout entier et qui bénéficie d'un large soutien international.

Constitué à l'issue des victoires du Têt de 1968, le G.R.P., issu d'un congrès des représentants du peuple du Sud-Viêt-nam, représente les intérêts nationaux fondamentaux du peuple :

Indépendance et démocratie.

La large démocratie, présente dans les comités révolutionnaires de hameaux, de communes, districts, provinces et villes, assure la participation la plus large du peuple au renforcement de son pouvoir populaire et à sa défense.

Un grand pas vient d'être fait sur la route de l'indépendance avec la grande victoire de 1972, que sanctionnent les Accords de Paris de janvier 1973.

Le prétendu Gouvernement Thieu, quant à lui, ne représente que les intérêts des impérialistes américains et d'une poignée de traîtres locaux.

C'est une dictature fasciste, isolée et vomie par le peuple vietnamien unanime !

D'un côté la confiance chaque jour renforcée du peuple vietnamien et le soutien des peuples du monde. De l'autre, le « soutien » des dollars U.S. et l'isolement politique. Il n'est pas difficile de dire où est le progrès, où est l'avenir.

Pourtant, l'administration Thieu, activement soutenue par les impérialistes U.S. s'accroche désespérément, maîtres et valets n'hésitant pas à violer leur propre parole donnée aux Accords de janvier.

Ainsi, les agresseurs américains multiplient les violations : bombardements de la région de Loc Minh par des F 4 le 9 et 12 mai dernier, maintien déguisé — à peine — de ses bases militaires (on change la plaque de la base : un nom vietnamien remplace un nom américain) ; maintien de son commandement militaire par des officiers mués en « diplomates » des consulats ; pas de déminage des ports de la R.D.V. Et sur le plan politique : le refus de reconnaître le G.R.P. !

Quant à l'administration de Thieu,

elle continue à servir les visées néo-colonialistes des Etats-Unis au Sud-Viêt-nam :

— Par des empiètements militaires — près de 20 000 à 32 000 opérations de police en trois mois !

— Par des répressions fascistes : 700 prisonniers remis alors que plus de 200 000 vietnamiens sont détenus dans les geôles de Thieu ;

— Par l'absence de libertés démocratiques : interdiction de revenir au village, maintien de 300 000 personnes dans des camps de concentration ; partis et presse baillonnés ;

— Par le refus de reconnaître l'existence du G.R.P.

Au fond, l'administration Thieu tente de poursuivre la politique de « pacification », niant sciemment les aspirations et les acquisitions du peuple vietnamien au Sud.

C'est un bien mauvais calcul ; car les quatre années victorieuses du G.R.P. laissent augurer de bien d'autres victoires, qui ne sont rien d'autres que celles du peuple vietnamien combattant.

Que vive le G.R.P. !

Imposons sa reconnaissance par le Gouvernement français !



# L'HUMANITÉ ROUGE EN DANGER

## 2 millions avant le 30 Juin 4 millions pour Octobre

Les plus anciens parmi nos lecteurs savent qu'à plusieurs reprises l'existence de « L'Humanité Rouge » a été mise en cause du fait de ses difficultés financières. Une nouvelle fois le danger est menaçant. LA VIE MEME DE VOTRE JOURNAL EST EN QUESTION.

Une fois encore, ensemble, il va nous falloir livrer bataille pour vaincre.

Certains d'entre vous se demandent peut-être comment on a pu arriver à un déficit de plus de 4 millions.

En voilà les raisons.

Nos recettes viennent de la vente de notre journal et de la souscription. La souscription, faite d'une multitude de petits versements, de petites sommes versées par les travailleurs est INDISPENSABLE. La vente du journal est loin de pouvoir à elle seule permettre de couvrir le prix de revient du journal. Seule la souscription peut permettre de combler la différence. Mais pour cela, il faudrait qu'elle s'élève environ à 3 000 F chaque semaine. Or, depuis un certain temps elle a baissé dans des proportions importantes pour atteindre dans notre précédent numéro 518 F, soit 6 fois moins qu'il serait nécessaire.

**Les dépenses :** Outre les frais de confection du journal, il faut ajouter les brochures, les tracts (100 000 tracts par exemple, reviennent à environ 2 000 F), les affiches. Tout cela est indispensable pour répondre aux nécessités de la lutte de classes, et coûte cher, très cher.

Le déséquilibre entre les recettes et les

dépenses a entraîné une dette de plus de 4 millions.

Pour que la situation ne devienne pas irréparable, il est indispensable que la souscription rapporte au moins quatre millions d'ici octobre dont deux millions avant le 30 juin.

Pour cela, camarades, il faut s'adresser avec hardiesse aux travailleurs, dans les entreprises, dans les quartiers. Il faut avoir confiance dans les masses ; c'est à cette condition que nous gagnerons cette nouvelle bataille. Faites-nous connaître les initiatives que vous prenez pour organiser la souscription de masse.

D'ores et déjà, nos difficultés financières nous ont contraint à un recul. « L'Humanité rouge » paraîtra momentanément sur 12 pages tous les quinze jours. Deux possibilités s'offraient. Ou bien 8 pages à 1,50 F chaque semaine, ou bien 12 tous les quinze jours. La première solution permettrait certes de suivre de plus près l'actualité, mais n'aurait pas permis d'augmenter la diffusion et aurait eu pour résultat d'aggraver la dette.

La deuxième solution va permettre d'augmenter la diffusion et sera la moins coûteuse.

Une double bataille est à engager : la bataille de la souscription ; la bataille de la diffusion.

Multipliez les points de vente, engagez des prospections, gagnez de nouveaux lecteurs ! Faites-nous connaître toutes les initiatives que vous prendrez dans ce sens.

• L'HUMANITE ROUGE • VAINCRA !

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

D.B. Soutien à HR	35,50
1 lecteur. Mai	50
Anonyme	20
En supplément à abonnement Mlle L.C.	20
CDHR Jeanne Labourbe	70
CDHR J. Labourbe	
Jeunes travailleurs	26
CDHR E.-Pottier	526
CDHR P.-Sémar T.	136
Soutien à HR. TM	1
1 lecteur	6
C.D.H.R. J.-P. Timbaud	10
1 lecteur et sympathisant	50
CDHR Cl Fabien	47
1 camarade de Caen.	
Contre les liquidateurs	4
Souscription permanente. Ajax.	50
TM pour aider HR à se développer	2,30
Des anciens résistants. Juin-juillet	50
Contre le révisionnisme.	
2 camarades	20,10
Souscription permanente	10
1 camarade soldat. Léon.	10
Des travailleurs du SO	250
Contre le révisionnisme et le gauchisme DM	30
G.	10
S.	10
1 couple de militants	5
1 couple de travailleurs	2
1 couple de cheminots	2
CDHR Denis Gemnitz	6
1 communiste Italien	1
1 lecteur Paris Nord-Est	3
En supplément à commande de brochures. ALF	15

1 sympathisant Vietnamien	5
Total de la semaine	1 500,90
Total précédent	289 588,10
Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	291 089

### Secours Rouge prolétarien

Collecte sur un marché pour les victimes de la réaction libanaise	93,50
<b>Pour les grévistes d'Ouvrad-Villars. Souscription de masse sur un marché (CDHR Denis Gemnitz)</b>	
Un travailleur portugais	0,50
Une vieille dame	5,00
Un petit commerçant du P.C.F.	2,00
Une jeune femme	2,00
Un travailleur	2,00
Une femme	5,00
Un trotskiste	0,20
Une petite commerçante	5,00
Une marchande de chaussures ancienne au P.C.F.	10,00
Un travailleur portugais	10,30
Un retraité P.C.F. vendeur de l'Huma-D.	1,00
Une travailleuse O.R.T.F.	5,00
Un standardiste	5,00
Un étudiant	2,30
Militants C.D.H.R.	63,00
Dennis Gemnitz	63,00

### Soutien à la lutte du peuple cambodgien

Sur un marché	11,10
Des travailleurs	10
	21,10

## Le cirque de Changhaï

# UNE DÉMONSTRATION D'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES

Au cours de quinze séances à Paris et d'une séance à Marseille, le cirque de Changhaï a effectué une tournée dans notre pays pour y présenter les excellents numéros de ses acrobates et autres artistes.

Cette tournée a remporté un succès considérable. Elle a ainsi contribué au renforcement de l'amitié profonde entre le peuple chinois et le peuple français.

Par delà la présentation purement artistique, l'amitié était d'ailleurs, à l'évidence l'objectif recherché par les représentants du grand peuple frère chinois.

A Paris comme à Marseille, à la fin de leur spectacle, les artistes chinois ont déployé une banderolle

portant ces mots : « Vive l'amitié des peuples chinois et français ! » Et comme les organisations d'amitié entre les deux peuples leur avaient remis des gerbes de fleurs, ils se sont appliqués à en faire la distribution, fleur par fleur, au public qui les ovationnait, manifestant leur chaleur à l'endroit de vieilles personnes, envers les enfants et aussi clamant leur sentiment de classe envers les masses populaires venus là pour admirer leurs numéros de cirque.

A Marseille, dans le stade Vallier archi-comble, près de trois mille spectateurs ont été fort long à accepter de quitter les amis si talentueux qu'ils venaient de découvrir. Avant de faire leur tournée en

France, les artistes du Cirque de Changhaï s'étaient présentés en Albanie où ils avaient reçu un accueil triomphal et rempli d'une amitié et d'une solidarité à la mesure de la lutte commune qui unit les deux peuples dans l'édification du socialisme dans leur pays respectif.

Maintenant le cirque chinois est parti pour continuer sa visite en Occident, en Italie, en Yougoslavie, en Roumanie. Il doit également passer par l'Algérie.

Ainsi l'art, et quel art merveilleux ! est-il mis partout où il passe, par le Cirque de Changhaï, au service de l'amitié des peuples, et c'est bien là une extraordinaire et magnifique leçon que le grand peuple chinois offre aux peuples du monde qui l'acceptent de grand cœur.

Merci du fond du cœur, du peuple travailleur de France à ses amis chinois, avec l'espoir de pouvoir rencontrer de nouveau d'autres de ses représentants chaque fois que l'occasion peut ainsi se présenter.

Pour élargir et organiser le soutien financier utilisez les carnets de bons de soutien

A PARIS AU PETIT-PALAIS :

**EXPOSITION  
DES TRESORS D'ART CHINOIS  
ET  
DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES**

### ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotse-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

Date : .....

Pseudonyme .....

## La nécessité du parti marxiste-léniniste<sup>(2)</sup>

# DANS LE FEU DE LA LUTTE

Nous avons dans notre précédent article, évoqué le développement du mouvement ouvrier anglais à ses débuts sur lesquels les grands éducateurs prolétariens Marx et Engels se penchèrent avec attention.

Si la lutte du prolétariat anglais, lutte essentiellement économique jusqu'aux années 40, apporta à Marx et Engels beaucoup sur la compréhension de la nature de cette nouvelle classe engendrée par le développement de la bourgeoisie capitaliste, la lutte du prolétariat français leur apporta par son caractère politique aigu un sujet d'étude permanent d'autant plus important que comme le soulignait Marx en 1850, la France est le pays où la lutte de classe est poussée jusqu'au bout.

N'oublions pas que l'Europe d'alors et les opprimés tout particulièrement, vivent encore dans le souvenir de la Révolution française de 1789. Et le prolétariat parisien lors de ses premiers mouvements de classe reprendra naturellement à son compte la profonde tradition révolutionnaire, tout comme les classes dirigeantes s'en effraieront. Cela explique pour une bonne part la violence des collisions de classe que Marx et Engels leur virent durant vont avoir sous les yeux, et en particulier le recours rapide du prolétariat

damentale oppose maintenant la bourgeoisie au prolétariat.

Marx et Engels furent les premiers à poser à partir de là le principe de l'autonomie nécessaire du prolétariat. En effet, durant quatre années, après 1830, les ouvriers parisiens ne vont pas cesser d'engager des luttes économiques qui prendront rapidement un caractère politique et révolutionnaire dans tous ces combats où à plusieurs reprises des barricades sont dressées la classe ouvrière est privée de direction propre mais est dépendante des républicains bourgeois et des démocrates petits-bourgeois.

C'est dans cette situation que les ouvriers de Paris renverseront la monarchie de juillet en février 1848, ce qui amènera les vainqueurs ouvriers de février à la défaite de juin. Une fois son objectif de renversement de l'aristocratie financière atteint, la bourgeoisie industrielle et commerciale, la bourgeoisie républicaine et les démocrates petits-bourgeois n'eurent de cesse qu'ils aient éliminé le véritable artisan de la victoire. Marx souligne à ce sujet dans les « Luttres de classe en France » :

« Le gouvernement provisoire qui surgit des barricades de février reflé-



la forme, puérides par le contenu et par là même encore bourgeoises dont il (le prolétariat NDLR) voulait arracher la concession à la révolution de février, se substitua l'audacieux mot d'ordre : Renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière ! »

Mais loin de se contenter de tirer des enseignements et de donner des conseils, Marx et Engels se plongèrent avec courage dans le feu de la lutte pour transformer la société.

Forts des principes du socialisme scientifique, et des principes d'organisation du prolétariat (l'organisation politique et indépendante de la classe ouvrière) les deux grands dirigeants travaillèrent à donner au prolétariat son arme de combat.

### 1848 : LA LIGUE DES COMMUNISTES

Dès 1846, Marx et Engels créèrent à Bruxelles le Bureau de Correspondance communiste qui fut le premier noyau communiste et qui fonctionna immédiatement comme un centre prolétarien diffusant les principes du socialisme scientifique et luttant sans répit contre les socialismes utopiques, condamnés par la pratique même.

A cette époque, les tenants de l'une ou l'autre doctrine socialiste s'organisaient en sociétés la plupart du temps secrètes du fait de la répression. La Ligue des Justes était une de ces sociétés. Elle regroupait plusieurs communautés tant en Angleterre, qu'en Allemagne, à New York ou à Genève. Elle fondaient son action sur une philosophie communiste. La devise de la Ligue des Justes directement héritée de la Révolution bourgeoise de 1789,

était alors : « Tous les hommes sont frères ».

Lors du Congrès de juin 1847, à l'instigation de Marx la « Ligue des Justes » se transforma en « Ligue des Communistes » et surtout changea sa devise pour le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Cette devise devenait la première manifestation concrète du caractère PROLETARIEN de l'organisation communiste. Pour la première fois des hommes affirmaient la tête haute, que leur idéologie et leur théorie était celle d'une classe. Alors que jusqu'à cette date historique, la base de l'organisation des adeptes du socialisme était seulement la communauté de doctrine, pour la première fois Marx faisait admettre que la doctrine révolutionnaire communiste ne saurait être autre chose qu'une doctrine de classe, de la classe la plus révolutionnaire de l'Histoire : le prolétariat.

Ainsi naquit le premier parti politique du prolétariat dont les statuts fixaient le fonctionnement sur la base du centralisme démocratique.

(A suivre)



(1830)

parisien à la lutte armée, la forme suprême de la lutte de classe. Cette expérience inestimable et que nous devons étudier aujourd'hui encore avec attention, Marx et Engels surent tirer des enseignements inestimables, notamment que la question décisive de toute lutte de classe est celle du pouvoir politique et que le prolétariat doit s'organiser de façon indépendante pour la conquérir.

### 1830 : une force décisive...

Déjà la révolution de 1830, la première révolution où la nouvelle classe prolétarienne entra sur la scène de l'Histoire, fut une révolution politique. Les « Trois Glorieuses » de juillet 1830 qui amenèrent la chute de Charles X le chef de file de l'aristocratie foncière, furent déjà l'œuvre de cette force décisive engendrée par le nouveau mode de production : le prolétariat. C'est ainsi qu'au lendemain de la Révolution de 1830, la bourgeoisie découvre avec étonnement cette force politique nouvelle. Un ministre du gouvernement de Louis-Philippe déclare devant la Chambre :

« Lorsqu'il arrive comme aujourd'hui, qu'une dynastie est fondée par suite de l'héroïsme des ouvriers, la dynastie doit fonder quelque chose pour la prospérité de ces ouvriers héroïques. »

Ces ouvriers héroïques vont rapidement inquiéter la bourgeoisie d'affaires désormais au pouvoir. Et la période qui va de juillet 1830 à juin 1848 va démontrer que la contradiction fon-

taut nécessairement dans sa composition les divers partis qui se partageaient la victoire. Il ne pouvait être qu'un compromis entre les différentes classes qui avaient reversé ensemble le trône de juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité. »

Le développement de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat aboutit à l'insurrection prolétarienne de juin 1848, insurrection écrasée de façon barbare et qui allait marquer définitivement la conscience prolétarienne. Marx écrit à ce sujet :

« A ces revendications, outrées par



(1830)

# E-100

diffuse  
les classiques  
du marxisme  
léninisme

Editions-diffusions  
du Centenaire

B.P. 120 75962  
Cedex 20

# L'AFRIQUE EN MARCHÉ

La dixième conférence au sommet des chefs d'Etat des quarante-et-un pays africains indépendants, tous membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, vient de terminer ses travaux. Cette conférence aura marqué la consolidation de l'unité et de la solidarité des divers pays africains dans la lutte commune des peuples d'Afrique contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et les tentatives d'hégémonie des deux superpuissances.

Que de chemin parcouru depuis 1885, l'année où les diverses puissances coloniales se partageaient à Berlin le magnifique gâteau africain !

Et que de chemin parcouru depuis 1960, l'année de l'indépendance de la majorité des pays d'Afrique !

L'Afrique, considérée encore voilà moins de vingt ans comme un arrière de l'impérialisme et du colonialisme, joue maintenant un rôle important dans l'arène internationale, dans la lutte commune des peuples du monde pour l'indépendance nationale, la non-ingérence étrangère et l'égalité réciproque de tous les pays, grands ou petits.

Cela n'est, évidemment, pas pour plaire à l'impérialisme, notamment l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique qui tentent en vain de manipuler et de contrôler les pays indépendants d'Afrique. Leurs complots sont voués à l'échec car le monde est entré dans une nouvelle ère et l'époque est à jamais révolue où les peuples africains

les pays indépendants, autrefois colonies françaises, tels le Dahomey, la Mauritanie, Madagascar, etc. ont exigé la révision des traités inégaux, consolidant par-là leur indépendance nationale.

Nous saluons ici cette volonté d'indépendance et nous nous félicitons de la solidarité qu'ont manifesté et manifestent chaque jour plus les pays africains avec les peuples en lutte.

En effet, dans les territoires africains encore occupés par les colonialistes portugais et les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, les peuples du Mozambique, d'Angola, de Guinée-Bissau, de Namibie, du Zimbabwe mènent une héroïque lutte armée pour leur indépendance nationale.

La huitième conférence au sommet des pays de l'Afrique orientale et d'Afrique centrale a réaffirmé récemment, comme l'O.U.A., que : « La lutte armée est l'unique moyen qui permette d'éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe et en Guinée-Bissau. »

Au Mozambique, huit ans après le début de la lutte armée, trois provinces sont libérées.

En Angola, la lutte armée entreprise voici onze ans a conduit le peuple angolais, qui a unifié récemment ses deux organisations de résistance, à isoler dans nombre de points les occupants portugais.

En Guinée-Bissau, les Forces



En Angola, les Forces armées populaires ont remporté de nombreux succès.

étaient entièrement à la merci de quelques grandes puissances.

Prenons par exemple les ex-colonies françaises. En juin 1960, de Gaulle déclare lors d'une conférence de presse : « le mouvement d'affranchissement qui emporte les peuples de toute la terre ». C'est qu'il a alors fini par comprendre, comme plusieurs dirigeants impérialistes, que l'ère du colonialisme était achevée.

Aussi reconnu-il, en capitaliste rusé, « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » afin de pouvoir mettre en place un nouveau système d'exploitation économique des pays africains : le néo-colonialisme. Dès le 28 novembre, toutes les colonies françaises d'Afrique ainsi que Madagascar eurent proclamé leur indépendance, mais la France s'efforçait de s'attacher étroitement ces pays par toute une série de « traités de coopération », des « traités inégaux » véritablement imposés à ces pays à l'économie marquée par près d'un siècle d'exploitation coloniale. Aujourd'hui, les uns après les autres,

armées patriotiques ont libéré plus des trois-quarts du territoire.

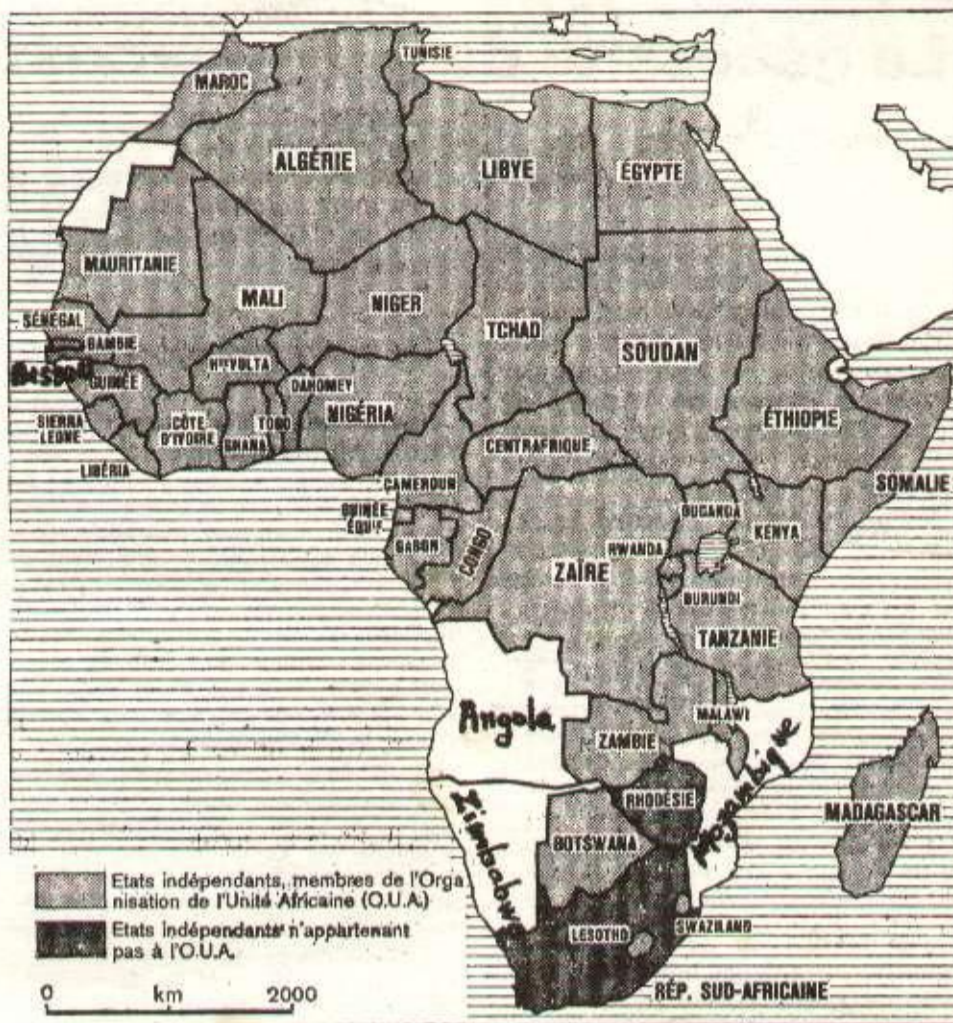
Dans les autres pays encore soumis au joug des colonialistes et des régimes racistes, la lutte armée remporte d'indéniables succès.

L'O.U.A. s'est fixée comme objectif immédiat la libération totale de l'Afrique et consacre actuellement 50 % de son budget à l'aide aux peuples frères.

C'est que, pour les pays africains, la solidarité et l'unité contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme est une condition essentielle pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et sa consolidation.

Cette tâche est actuellement la tâche essentielle des peuples de ces pays, celle autour de laquelle l'unité la plus solide est en train de se réaliser.

C'est ainsi que des victoires ont été obtenues : rappelons pour mémoire comment les peuples de Guinée, de Tanzanie, du Congo, du



Sénégal ont déjoué des agressions portugaises et espagnoles.

Non seulement les pays africains se mobilisent pour sauvegarder l'indépendance nationale, mais également ils mobilisent tous les efforts pour la consolider. A cet égard, des mesures ont été prises, tant sur le plan économique que sur le plan culturel. L'Algérie, la Mauritanie, le Congo, le Cameroun, le Zaïre, etc. ont remporté des succès dans le développement de leur culture nationale. Au lendemain de l'indépendance, la plupart des pays africains manquaient tragiquement de cadres nationaux du fait de la longue domination coloniale. Des efforts, peu imaginables dans notre pays impérialiste, ont été entrepris. C'est ainsi, par exemple, que la Mauritanie qui n'avait que 490 instituteurs, pour la plupart étrangers en 1960, en a maintenant 1 400, tous mauritaniens ; elle qui n'avait qu'un seul docteur mauritanien en 1960 en a maintenant formé un certain nombre ; elle n'avait pas de vétérinaire, pas d'agronome, pas d'ingénieur, pas d'ouvrier qualifié, elle en a formé maintenant un nombre non négligeable. La formation de cadres nationaux s'accompagne d'une mauritanisation de la culture, de façon à éliminer l'influence de la culture coloniale française.

Cet exemple, qui a son équivalent dans les autres pays d'Afrique, montre qu'en dépit du handicap, répétons-le extrêmement lourd, légué par les puissances coloniales, les peuples d'Afrique progressent à grands pas.

Cette volonté d'indépendance jointe à l'esprit de solidarité anti-impérialiste a conduit les pays africains à jouer un rôle très important dans le soutien aux peuples du monde en lutte, notamment au peuple palestinien et aux peuples indochinois.

La dixième conférence de l'O.U.A. vient de réaffirmer son soutien aux droits inaliénables du peuple palestinien, en recommandant aux pays membres de prendre des mesures individuelles ou collectives à l'encontre de l'Etat sioniste d'Israël.

Lors de la Conférence des pays non-alignés, tenue en août 1972 à Georgetown (Guyane), les pays africains ont participé à la décision d'admettre la délégation du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge comme seul gouvernement légal et légitime du Cambodge. Et Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, effectuait pour la seconde fois un voyage en Afrique où il est accueilli très chaleureusement.

Nous sommes persuadés que la voie empruntée par les pays africains ne manquera pas de conduire les peuples de l'immense Afrique à leur émancipation totale : la voie de l'unité et de la solidarité contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, la voie de la sauvegarde et de la consolidation de l'indépendance nationale est la seule voie juste pour les peuples africains. Dans cette voie, ils sont assurés du soutien des peuples du monde.

H. JOUR.



Au Mozambique, dans les régions libérées, les combattants participent aussi à la production.